

Bilan du mouvement sur les retraites

Le mouvement des retraites a mobilisé des millions de salarié.e.s sur une durée de près de six mois. Il se signale par un ancrage très fort dans les territoires avec des mobilisations massives dans de petites ou moyennes agglomérations, mais qui n'ont pas entraîné la jeunesse avec elle. C'est le mouvement le plus massif des trente dernières années qui a à la fois relégitimé le syndicalisme mais qui s'est aussi soldé par une défaite pour notre camp social.

La direction de l'intersyndicale qui a dirigé le mouvement par en-haut en annonçant les prochaines dates de mobilisation après chaque jour de grève a constitué un frein pour l'auto-organisation à la base. Les équipes syndicales combattives n'ont pas pu se saisir du mouvement car les modalités d'action étaient décidées par l'intersyndicale. Le registre choisi par cette dernière est celui de la stratégie de pression pour peser dans un dialogue social respectueux. Or, désormais, on sait qu'un mouvement exemplaire en termes de mobilisation de masse ne suffit plus à obtenir gain de cause. Cela doit nous interroger sur le registre d'action à déployer et nous pousser à renforcer l'identité d'un SNES syndicat de transformation sociale.

L'autre faiblesse de la mobilisation est l'absence d'élargissement des mots d'ordre au-delà de la seule question des retraites. Pourtant, les préoccupations sur les salaires, le coût de la vie et l'inflation sont réelles chez les salarié.e.s. Articuler fin du mois et fin de la vie (retraite) était une évidence pour nombre de manifestant.e.s. Ces mots d'ordre élargis auraient permis à des secteurs précaires d'entrer en mouvement en ayant une perspective de victoire plus immédiate pour laquelle ils auraient pu se mobiliser.

De même, après le passage en force de la réforme via le 49.3 ou lors des réquisitions dans les raffineries, la question des mots d'ordre démocratiques a manqué dans le discours de l'intersyndicale. Aucune date nationale pour dénoncer le coup de force anti-démocratique n'a été posée. Aucun représentant de l'intersyndicale sur un piquet de grève combatif. Dénoncer l'autoritarisme d'un gouvernement qui avait déjà perdu la bataille de l'opinion était on ne peut plus facile et audible à large échelle.

Un autre aspect de l'échec du mouvement des retraites tient à une temporalité très étendue (14 journées de mobilisation sur six mois de lutte) qui aurait gagné à être plus resserrée. En augmentant progressivement le nombre de jours de grève, en préparant un départ en reconductible concerté et milité en amont, le mouvement aurait pu imposer son propre tempo au gouvernement et non pas capituler à la veille des vacances d'été.

C'est pourquoi, nous agissons avec tout le SNES-FSU pour qu'il se tourne vers des modalités d'actions plus radicales qui poussent à rendre l'interpro plus combative. C'est en ce sens que nous proposons ces amendements afin de tirer un bilan stratégique sans complaisance sur le mouvement des retraites. L'enjeu est important car c'est sur la base de la défaite du mouvement social que le gouvernement Macron, pourtant affaibli, poursuit ses réformes autoritaires et racistes comme la loi Asile et immigration, ses réformes anti sociales comme celle de l'assurance-chômage ou fin des tarifs réglementés et augmentation de l'électricité alors que les salaires n'augmentent pas à hauteur de l'inflation. Il entend aussi mener une offensive gigantesque contre l'éducation nationale.

Élise Lecoq (93- École Émancipée) et Valentin Leblanc (59- École Émancipée)